

# Le coup de l'éventail... malien

**Tout le monde ne cesse de nous expliquer, avec moult arguments, que la nébuleuse terroriste franchisée (Aqmi, Ansar Eddine, Mujao, Boko haram, Ansaru) avait pour objectif stratégique de s'emparer de Konna, ville qui verrouille le passage entre le nord et le sud du Mali, pour préparer l'occupation de la capitale Bamako et fonder une «république djihadiste»... Pas moins que cela !**

Cette situation mettrait en danger toute la région sahélienne, les pays du Maghreb et la France, voire l'Europe<sup>(1)</sup>. Dès lors, l'intervention salvatrice de la France devenait indispensable pour mettre un terme à ce scénario catastrophe. Cette explication ubuesque prêterait à l'hilarité collective n'était la gravité du sujet, tant il est inconsistant de croire ou d'accroire qu'une colonne d'une dizaine de véhicules, de type pick-up, avec à bord entre cinquante et cent fantassins, dotés d'armes légères, de quelques grenades et autres RPJ7<sup>(2)</sup>, aurait été capable de s'emparer de la capitale Bamako ! Il fallait donc à la France son «coup d'éventail», pour justifier son intervention directe, et elle a pris au vol cette opportunité en amplifiant l'importance de l'évènement, pour justifier l'accélération du calendrier préétabli, d'une part, et mobiliser les autres parties, les mettant devant le fait accompli, en prenant tout le monde de vitesse, d'autre part. Les spécialistes militaires sont unanimes à déclarer que l'intervention et l'engagement des forces terrestres dans un conflit sont des opérations extrêmement délicates que les états-majors planifient de manière très précise, requérant un temps long de préparation, avant la prise de la décision ultime. Ceci signifie que la France avait préparé son intervention depuis très longtemps et que ce n'est certainement pas cette «incursion terroriste spontanée» qui a précipité sa décision. En effet, la contrariété des plans concoctés par la France a commencé dès lors que notre pays, entre autres, a émis des réserves, non pas sur la menace qui, elle, est bien réelle, mais sur la manière de la prendre en charge. Ce conflit étant de nature asymétrique et subversive, il convenait, par conséquent, de mettre en œuvre un traitement approprié à ce genre de situation. Dès lors, l'envoi d'un corps expéditionnaire, quelles que soient sa nature, sa puissance et son origine, est fortement déconseillé et surtout voué à un échec certain,

**Prendre le risque d'impliquer l'armée algérienne, dans ces circonstances et sur ce théâtre d'opérations, c'est entraîner l'ANP dans une aventure où l'échec est certifié, ce qui ne manquera pas de provoquer une brèche dans sa cohésion interne, en même temps qu'une dilution de sa relation avec le peuple dont elle est issue.**

comme en témoignent les conflits afghan, irakien, somalien..., aujourd'hui, et ceux vietnamien, algérien<sup>(3)</sup> dans un passé récent ! Seule la solution politique est porteuse d'un règlement durable, ce qui n'exclut absolument pas l'élimination, par la force des armes, des groupes terroristes sur le terrain. L'enjeu vital, dans ce genre de conflit, reste et demeure la capacité des protagonistes à gagner les populations à la cause affichée, de manière à ramener toutes les parties en présence autour d'une table de négociations afin d'identifier et de prendre en charge les problèmes objectifs qui se posent dans la région, tout en éradiquant les menaces irréductibles. C'est d'ailleurs dans ce sens que la résolution de l'ONU a été rédigée et votée avec un agenda qui devait s'étaler à septembre, de manière à enclencher un processus de refondation d'institutions démocratiques au Mali, doublé d'une restructuration de son armée et permettre la mobilisation des forces africaines de la Cedeao. Nous avons modestement contribué à baliser l'enjeu du conflit malien qui se joue à nos frontières<sup>(4)</sup> en déclarant, à haute et intelligible voix, que la démarche qui privilégie la solution politique peut paraître celle de la faiblesse et du renoncement, à première vue, mais à y bien réfléchir, elle est l'unique, si les objectifs avoués sont la recherche de la paix, la stabilité et la prospérité des populations maliennes.

La question qui se pose dès lors devient cruciale pour la compréhension des décisions prises et celles à prendre. Est-ce que l'intérêt — biens compris — des populations maliennes est au cœur du dispositif, dans le cadre de la recherche d'une solution globale et durable ? En d'autres termes, les intérêts des populations maliennes sont-ils prioritaires hiérarchiquement par rapport aux autres intérêts dans la région, tels que ceux des puissances occidentales et en tête de liste la France<sup>(5)</sup>, ceux des pays dit du champ<sup>(6)</sup>, ceux des entreprises multinationales qui exploitent les ressources minières<sup>(7)</sup>, ceux des autres puissances émergentes qui revendiquent un droit d'entrée dans la région (la Chine), ceux des pays du Golfe qui financent l'expansion de l'idéologie salafiste<sup>(8)</sup> ou ceux des narco-djihadistes qui utilisent ces

**Il est clair que par cette décision lourde de conséquences, la France va souder contre elle l'union sacrée de «l'internationale djihadiste» et ses intérêts, partout dans le monde jusque et y compris sur son territoire, seront particulièrement ciblés.**

espaces pour acheminer leurs drogues ? A l'évidence, il ne fait plus aucun doute, aujourd'hui, maintenant que les troupes combinées tchado-françaises sont intervenues, que les intérêts des populations maliennes ne sont pas prioritaires dans ce conflit. Dès lors, chaque pays ou groupes de pays va se cantonner dans sa logique

qui consiste à protéger ses intérêts immédiats et à les consolider avec de possibles alliances de circonstances en fonction d'un certain nombre de tractations sordides qui dépassent largement les préoccupations des populations de la région ! Ceci explique la valse-hésitation des différents pays, directement ou indirectement concernés par ce conflit et en premier lieu les Etats-Unis qui sont contentés d'un soutien informationnel<sup>(9)</sup> tout en insistant lourdement sur la

«primauté de la solution politique». L'Otan s'interdit toute intervention de quelque nature bien que la France ait réintégré cette organisation et l'EU traîne la patte ou se contente d'un soutien logistique et humanitaire<sup>(10)</sup>.

Les pays de la Cedeao, sommés d'envoyer des troupes par leur tuteur français, acheminent péniblement des contingents de cent à cinq cents soldats et enfin l'Algérie qui, comme certainement promis à François Hollande lors de sa visite à Alger, a décidé de fermer sa frontière terrestre et d'accorder à l'armée de l'air française le droit de traverser son espace aérien<sup>(11)</sup>. Il est clair que par cette décision lourde de conséquences, la France va souder contre elle l'union sacrée de «l'internationale djihadiste» et ses intérêts, partout dans le monde, jusque et y compris sur son territoire, seront particulièrement ciblés. En effet, pour la nébuleuse djihadiste franchisée, l'implication directe des forces terrestres est une aubaine qui va mobiliser, en proclamant le «djihad», l'ensemble des recrues du monde entier (y compris de France) nostalgiques de l'Afghanistan, dans ce nouvel espace déjà baptisé Sahélistan.

En effet, la perspective de combattre directement l'armée française paraît à ses yeux plus motivant, s'agissant d'un affrontement asymétrique direct contre des «croisés». A-t-on tiré toutes les leçons de plus de dix ans d'intervention directe des armées occidentales en Afghanistan ? Au bout d'une campagne militaire victorieuse de deux mois et de la libération des principales villes du Nord Mali (Tombouctou,

**D' Mourad Goumiri, Président de l'ASNA<sup>(\*)</sup>**

Gao, Kidal, Tessalit), récupérées par l'armée française, il était prévisible d'anticiper que les groupes djihadistes allaient s'évaporer dans le désert, avec armes, argent et otages. Que va-t-il se passer maintenant que les premiers cercueils de soldats français reviennent à Paris et qu'un retrait des troupes françaises est annoncé pour le mois d'avril ? Dans cette guerre sans images, l'engagement des troupes maliennes et celles venues des différents pays de la Cedeao, en remplacement de l'armée française, n'entraînera-t-il pas des exactions sur les populations touareg et arabe qui seront, encore une fois, obligées de s'exiler dans les pays voisins dont l'Algérie<sup>(12)</sup> ? Une fois ensablée dans l'engrenage de l'intervention de ses forces terrestres, l'armée française va s'ensabler, sans succès possible, pour au moins dix ans, pour tenter de venir à bout d'une guérilla sanglante et coûteuse en personnels et dans laquelle la nébuleuse djihadiste excelle<sup>(13)</sup>. D'un autre côté, un retrait total de l'armée française serait déshonorant pour elle-même et catastrophique pour toute la région.

Prendre le risque d'impliquer l'armée algérienne, dans ces circonstances et sur ce théâtre d'opérations, c'est entraîner l'ANP dans une aventure où l'échec est certifié, ce qui ne manquera pas de provoquer une brèche dans sa cohésion interne, en même temps qu'une dilution de sa relation avec le peuple dont elle est issue.

L'Algérie sait pertinemment qu'une partie du pouvoir illégitime actuel à Bamako éprouve des réticences à négocier avec les représentants des régions du Nord qui rejettent la partition et le terrorisme. Les Touareg doivent trouver, au sein de la République du Mali, la place légitime qui est la leur et pour laquelle ils se sont révoltés depuis 1963<sup>(14)</sup> et qu'aucune paix durable ne pourra perdurer si cette revendication reconnue n'est pas satisfaite.

Dans ce sens, certaines voix<sup>(15)</sup> en France s'élèvent déjà pour dénoncer la légèreté avec laquelle ce pays a géré ce dossier et les conséquences prévisibles à moyen terme sur toute la région, insistant lourdement sur le fait que la solution politique était incontournable et que de toute façon, la France sera obligée d'y recourir. A cet endroit, n'est-il pas temps de se poser la question de savoir si les carrières politiques personnelles ne sont pas plus importantes que le sort de tout le peuple malien, voire de toute la région sahélo-saharienne ?

**M. G  
(m.goumiri@live.fr).**

(\*) Association des universitaires algériens pour la promotion des études de sécurité nationale.

(1) Contenu dans la dernière déclaration de M. Valls, ministre de l'Intérieur.

(2) Toute une offensive médiatique a été menée pour tenter de faire croire que de l'armement lourd et sophistiqué (missiles) sont tombés entre les mains d'AQMI. En fait, les spécialistes de l'armement atténuent ces assertions car la guérilla exige de la mobilité, donc un armement léger et l'utilisation d'armes sophistiquées requiert une formation longue et de la qualification.

(3) Il faut se souvenir que la France pensait mater la «rébellion» en Algérie et avait mobilisé quelque un million de soldats du contingent.

(4) Mon article sur *El-Watan* du 14 octobre 2012, intitulé «Qui veut déstabiliser l'ANP ?».

(5) François Hollande a déclaré : «Nous avons trois buts dans notre intervention qui s'effectue dans le cadre de la légalité

internationale... Arrêter l'agression terroriste, sécuriser Bamako, où nous avons plusieurs milliers de ressortissants, et permettre au Mali de recouvrer son intégrité territoriale».

(6) Il s'agit de l'Algérie, de la Mauritanie et du Niger.

(7) La multinationale française Areva exploite des mines d'uranium au nord du Niger, combustible vital pour le fonctionnement des centrales nucléaires et la production électrique (70%).

(8) En particulier, les deux royaumes supplétifs que sont le Qatar et l'Arabie Saoudite.

(9) Le Pentagone a exclu tout envoi de troupes et chargé la CIA de fournir, à la France, des renseignements recueillis par satellites et des drones.

(10) L'Allemagne propose l'envoi d'un hôpital de campagne et le Royaume-Uni deux avions de transport pour récupérer les troupes africaines disséminées en Afrique de l'Ouest.

(11) C'est la première fois que notre pays autorise des forces militaires étrangères à traverser son espace aérien. Qu'a obtenu

le pouvoir en échange de cette autorisation ?

(12) Au début des hostilités, le nombre de réfugiés chassés par le conflit au Mali avoisine les 400 000 dans les pays voisins, a indiqué hier le Haut-Commissariat aux réfugiés des Nations unies (HCR), dont une partie non négligeable en Algérie.

(13) C. Mesbah souligne qu'«il est invraisemblable qu'une intervention militaire classique puisse venir à bout d'une guérilla. Le dispositif militaire doit venir en appoint à deux actions essentielles... une action de rapprochement avec les populations locales de manière à susciter une forme de proximité qui pénalise les groupes terroristes en les isolant... une action, d'impulsion du développement économique et social dans l'Azawad.

(14) En 1963, Modibo Keita, avec la complicité d'A. Ben Bella, a ordonné le premier massacre de Touareg au Mali, dans le silence total de la communauté internationale.

(15) Les déclarations de D. de Villepin, V. Giscard d'Estaing, d'H. Védrine, de N. Mamère et de J.L. Mélenchon sont édifiantes.